

# Après le LPA, le LLP, nouvelle formule de logement

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

La marche empêchée par la police

### Un 33<sup>e</sup> mardi sous tension

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4900 - Mercredi 9 octobre 2019 - Prix : 10 DA

Page 3



Le sélectionneur national Belmadi au sujet du civisme des supporters :

## «Etre à l'image de ce qui se passe les vendredis au pays»

Page 24

### Syrie, retrait américain et projet d'invasion turc

Par Mohamed Habili

**D**e tous les pays, appartenant ou non à la région, qui dès le départ ont travaillé directement au renversement du régime syrien, seule la Turquie est encore aujourd'hui sur la brèche, indifférente au fait que ce régime non seulement n'est pas tombé, mais a repris depuis déjà plusieurs mois le contrôle des deux tiers de la Syrie. Le voisin du nord est militairement présent à plusieurs endroits à l'intérieur de ce pays. C'est lui qui par ailleurs empêche que ce contrôle par Damas s'étende à toute la Syrie située à l'ouest de l'Euphrate, l'équivalent des deux tiers du pays, en exigeant et en obtenant dans le cadre du processus dit d'Astana, dont il est partie prenante, qu'Idleb, le dernier bastion aux mains d'un groupe rebelle qu'elle-même considère comme terroriste, Hayat Tahrir El-Cham, l'ex-Front Nosra, ne soit pas attaquée par l'armée syrienne. Et c'est lui qui maintenant que l'administration américaine se montre à nouveau désireuse de rappeler ses centaines de soldats se trouvant à l'est de l'Euphrate se prépare à envahir cette région pour en chasser les forces kurdes qui la contrôle, mais tout autant pour l'occuper aussi longtemps qu'il le jugerait nécessaire. Lorsqu'il y a quelques jours, le président turc avait annoncé qu'une opération d'envengure de son armée était imminente, l'information selon laquelle l'administration Trump s'apprêtait à rappeler ses troupes n'était pas encore portée à la connaissance de tout le monde.

Suite en page 3

### Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs

# 90 % des logements à Alger bâtis sur des zones non constructibles



Ph/D. R.

90 % des projets d'habitat de la wilaya d'Alger ont été bâtis sur des lits et abords d'oueds et sur les zones sismiques. C'est la déclaration faite hier par le Professeur Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Il regrette que la loi de 2004 sur les catastrophes naturelles et la gestion des risques majeurs soit «restée lettre morte». Lire page 2

Avec 40 morts et près de 1 400 blessés en une semaine

## Trop de morts sur les routes

Page 3

Musée d'art contemporain d'Oran (Mamo)

## Des peintres algériens et espagnols exposent leurs œuvres

Page 13

Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs

# 90 % des logements à Alger bâtis sur des zones non constructibles

■ 90 % des projets d'habitat de la wilaya d'Alger ont été bâtis sur des lits et abords d'oueds et sur les zones sismiques. C'est la déclaration faite hier par le Professeur Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. Il regrette que la loi de 2004 sur les catastrophes naturelles et la gestion des risques majeurs soit «restée lettre morte».

Par Lynda Naili

**A** lors que le souvenir navrant des inondations survenues il y a quelques semaines dans plusieurs wilayas du pays est encore en mémoire, le Professeur Abdelkrim Chelghoum, président du Club des risques majeurs, explique comment cette situation aurait pu être évitée si tout simplement les pouvoirs publics et l'administration avaient mis en application la loi 04-20 sur les catastrophes naturelles et la gestion des risques majeurs qui a vu le jour en 2004 et promulguée le 25 décembre 2004. Mais avant cela, c'est surtout cette information sur la violation, par les donneurs d'ordre, d'une des dispositions que contient cette loi qui demeure spectaculaire.

En effet, le président du Club des risques majeurs expliquera que depuis plus de vingt ans des projets colossaux, en immobilier notamment, sont réalisés sur des zones «non aedificandi». Des projets, dira-t-il, «pour lesquels nous n'avons eu de cesse d'alerter les pouvoirs publics». Ainsi, citant l'exemple d'Alger, il affirmera que «90 % des projets d'ensembles immobiliers et d'infrastructures ont été érigés sur des sols non constructibles qui ont été prohibés dans la loi 04-20» ! «A Chéraga, Ouled Fayet, Ain Benain, Rouiba, poursuivra-t-il, des logements par milliers sont construits sur des lits ou aux abords des oueds». Et de déplorer ainsi la passivité et le laxisme des administrations, à quelque niveau soient-elles, dans «la délivrance, par les walis et ministres de l'Habitat, des permis de construire, des certificats d'urbanisme et l'officialisation des plans d'occupation des sols



PH.D. R.

**«Si les dispositions avaient été appliquées les conséquences des dernières inondations auraient été réduites de 80 %»**

Il en veut pour preuve «le résultat parlant de l'état des lieux» suite aux inondations survenues il y a quelques semaines dans plusieurs wilayas du pays, Alger y compris. «C'est juste 40 ml de pluie qui ont causé une véritable catastrophe traduite par des pertes de vies humaines et matérielles considérables». Alors qu'«il aurait fallu tout simplement appliquer les dispositions de cette loi 04-20 qui, pour les risques inondation, prévoit un plan général de prévention soutenu par le système de veille et le système d'alerte», regrettera-t-il. «Tout cela ne fonctionne pas malgré les BMS météo». «Si la loi avait été appliquée, les conséquences de ces inondations auraient été réduites d'au moins de 80 %», et les caisses du Trésor public épargnées. Enchaînant dans ce sens, il estimera qu'«au lieu de mettre en place à chaque fois une commission relevant des pouvoirs publics pour le suivi des catastrophes, depuis vingt ans, nous appelons à la création d'une commission d'experts indépendants à même d'étudier et d'expliquer concrètement la catastrophe et dresser un état des lieux cohérent sur ses véritables causes». «Si la loi 04-20 est appliquée sur terrain, les risques sismiques et inondations seraient réduits à 90 % au moins, tant sur le plan des pertes en vies humaines ou celui matériel», a-t-il assuré.

L. N.

(POS)». «Les cinq failles sismiques et les 100 oueds à Alger sont totalement construits. Comment la gestion du risque peut se faire de manière cartésienne à moins d'inventer une autre théorie», ironisera-t-il. En outre, estimant que la densité urbaine et l'expansion anarchique des villes actuelles, tout comme d'ailleurs le vieux bâti, constituent un enjeu dans la gestion des risques majeurs, il dira qu'«aujourd'hui, il faut un plan Marshall pour la protection de ces ouvrages». Un plan colossal, poursuivra-t-il, qui se déclinera par «un retour à la loi 04-20 et la mise en place des instruments de réalisation (des bureaux d'études) à même d'établir des diagnostics, des expertises de fond et détaillées des sols ainsi que celles des structures depuis les fondations notamment dans les grandes métropoles à savoir Alger, Oran, Annaba et Constantine». «Les moyens d'ex-

pertise étant présents, restent maintenant les moyens matériels», ajoutera-t-il. Ceci avant d'alerter sur les conséquences désastreuses que pourraient provoquer une éventuelle catastrophe naturelle. «Un séisme de 7 sur l'échelle de Richter pourrait dévaster la capitale», a-t-il mis en garde.

## La loi sur les catastrophes naturelles et la gestion des risques majeurs, une loi restée lettre morte

En outre, rappelant que l'Algérie est confrontée aux quatorze risques majeurs identifiés par l'ONU à l'instar des séismes, des inondations, les risques technologiques et industriels, le Professeur Chelghoum reviendra, non sans amertume, sur la loi 04-20 sur les catastrophes naturelles et la gestion des

risques majeurs. Une loi élaborée en 2004 et promulguée en 2005 à la suite des inondations de Bab El Oued en 2001 qui avaient fait plus de 1 000 victimes, une centaine de disparus et des milliards de dollars de dégâts, et du tremblement de terre de 2003. «C'est une loi très bien élaborée par des experts en la matière et qui comprend la stratégie de soubassement pour chaque risque, les plans généraux de prévention ainsi que la démarche relative à la conception de simulations de catastrophe pour chaque risque majeur et énonce la mise en place d'un organe national pour la gestion de ces risques et son déploiement au niveau des wilayas et des communes ainsi que la mise en place d'une stratégie de prévention», reconnaîtra le Professeur Chelghoum, mais que «malheureusement, cette loi est restée lettre morte».

Lancement de 70 000 unités à la fin de l'année

## Après le LPA, le LLP, nouvelle formule de logement

**Q**uelques jours après l'annonce des inscriptions à la formule de logement promotionnel aidé (LPA), le ministère de l'Habitat annonce le lancement prochain d'une nouvelle formule, le logement locatif promotionnel (LLP) en l'occurrence. L'inscription à la formule LLP (logement locatif public) sera ouverte bientôt, a révélé hier le directeur général du logement au ministère de l'Habitat, Anis Ben Daoud, sur les ondes de la Chaîne I, de la Radio nationale. Cette nouvelle formule s'inscrit dans le but de diversifier l'offre et d'absorber la forte demande en logement en Algérie, explique-t-il. L'invité de la Chaîne I, a fait savoir que cette formule compte

70 000 unités, inscrites dans la loi de finances 2018 et elle a été revue à la hausse dans la loi de finances de l'année en cours avec 50 000 unités en plus pour ce type de logement. Pour la capitale, Ben Daoud a révélé que sa part est fixée à 7 000 logements. Le retard dans la concrétisation de cette formule annoncée déjà il y a quelque temps, réside dans le manque d'assiettes foncières. Mais, actuellement, il a indiqué que l'assiette est disponible et déjà lancée. Pour rappel, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, a annoncé l'année écoulée, l'existence d'une nouvelle formule de logement ; le logement locatif

promotionnel (LLP). Selon le ministre, la formule du LLP sera annoncée après la fin de l'opération d'encadrement du logement promotionnel aidé (LPA). Abdelwahid Temmar avait indiqué que le lancement de cette nouvelle formule sera effective au début de l'année en cours. Le ministre avait indiqué que cette nouvelle formule destinée à la location est dédiée aux bourses «moyennes». Les souscripteurs au programme LLP ont le droit de bénéficier du logement, sous réserve de remplir certaines conditions et modalités fixées par le ministère de l'Habitat. Ainsi, les logements LLP sont accessibles à tous les citoyens justifiant d'un revenu mensuel

qui doit être compris entre 24 000 et 80 000 dinars. Autre condition d'accès à cette formule: ni l'acquéreur ni son conjoint ne doivent avoir bénéficié auparavant d'une aide de l'État pour l'accès au logement. En plus, le demandeur ne doit pas être propriétaire d'un logement. La priorité sera accordée aux personnes mariées, selon le ministre, qui indique que ladite formule exclut les procédures de désistement des biens de l'État.

Ces conditions permettent, désormais aux nouveaux souscripteurs qui répondent aux conditions d'éligibilité à cette formule, de déposer leurs demandes. Le mode de paiement du logement s'effectue

selon certaines modalités qui seront prochainement connues.

Il y a lieu de souligner que le lancement de cette formule consiste à apporter une nouvelle dynamique au marché de l'immobilier avec comme objectif la régulation de ce marché, gâché par l'anarchie. Ainsi, le LLP pourrait se proposer comme une solution ou un nouveau départ pouvant remettre de l'ordre dans le marché de la location immobilière livrée à la spéculation et à des pratiques qui ne sont pas conformes avec la réglementation qui encadre cette activité.

Louiza Ait Ramdane

Avec 40 morts et près de 1 400 blessés en une semaine

## Trop de morts sur les routes

■ En Algérie, bien que des campagnes de sensibilisation soient organisées périodiquement et plusieurs associations se mobilisent en matière de lutte contre les accidents de la route, le nombre de victimes ne cesse d'augmenter d'une année à l'autre.

Par Meriem Benchaouia

Nos routes sont de plus en plus meurtrières, tuant hommes, femmes et enfants. Malgré les appels à la vigilance lancés à travers les différents canaux de communication, la route demeure meurtrière. Malheureusement, les accidents de la route font désormais partie du quotidien des Algériens. Pas un jour ne se passe sans son lot d'accidents avec des bilans lourds enregistrant plusieurs morts et blessés. En une semaine pas moins de quarante personnes ont trouvé la mort et près de 1 349 autres ont été blessées dans 1 074 accidents de la circulation enregistrés au niveau national, a indiqué hier la Protection civile dans un communiqué. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya M'sila avec cinq morts et 37 blessés suite à 26 accidents de la route, note la même source. En effet, la situation empire de plus en plus et l'indiscipline des conducteurs reste la principale cause en plus de l'état des véhicules, la négligence des piétons et l'état des routes. Des chiffres faramineux en hausse ces dernières années, essentiellement en raison du comportement des conducteurs. Le code de la route n'est pour ainsi dire plus du tout respecté par un grand nombre de piétons et conducteurs, ce qui a donné lieu à des résultats proprement dramatiques. Le nombre de morts ne baissera significati-



vement et durablement que le jour où le gouvernement prendra enfin conscience que la sécurité routière repose sur trois principes indissociables : un automobiliste raisonnable, un véhicule en bon état et une route bien entretenue. En dépit des différents plans de lutte en vue d'arrêter l'hémorragie sur nos routes, ou du moins atténuer le phénomène, on constate, toujours, une progression alarmante. Le non-respect du code de la route est devenu monnaie courante. Les feux rouges dans les périmètres urbains ne servent

plus à rien. Les panneaux de signalisation sont devenus inutiles. Par ailleurs, Ahmed Naït El Hocine, directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière a pointé du doigt, à maintes reprises, la désinvolture des jeunes conducteurs, qui sont responsables de près de 35% du nombre total des victimes. Et d'ajouter : « Les conducteurs ayant des permis de conduire de moins de 5 ans représentent 50% des conducteurs impliqués dans des sinistres ». Il a souligné, dans ce

sens, l'importance de relever le niveau de formation des futurs conducteurs et de lutter contre le phénomène des permis de complaisance pour agir dans le sens d'une diminution des sinistres routiers. Avec les nouvelles mesures coercitives à l'égard des personnes contrevenant aux règles de conduite, notamment l'augmentation des amendes forfaitaires aux infractions de la route et la mise en place du permis à points, le responsable espère de meilleurs résultats.

M. B.

## La marche empêchée par la police Un 33<sup>e</sup> mardi sous tension

Pour ce 33<sup>e</sup> mardi de marche pacifique, les manifestants ont été refoulés à maintes reprises, à la Place des martyrs, puis la rue Larbi Ben M'hidi, puis devant la Fac centrale. Au minimum, une centaine d'interpellations ont eu lieu. Les marcheurs garderont un souvenir amer de ce 33<sup>e</sup> mardi. En effet, se préparant à effectuer leur mouvement pacifique habituel du mardi qui consiste à marcher de la place des Martyrs vers la Grande poste en passant par la rue Larbi Ben M'hidi allant vers l'avenue Pasteur puis descendre vers la place Maurice Audin et finir calmement la marche devant la Grande poste en chantant l'hymne national, malheureusement, une centaine de policiers en tenue et une autre centaine en civil ont fait avorter ce mouvement au niveau de la rue Larbi Ben M'hidi. Ils ont alors procédé à une centaine d'interpellations violentes. Devant cette répression, les manifestants ont tenté de faire face et de continuer leur mouvement pacifique mais sans succès car les marcheurs ont fini, après plus de deux heures de répression, par repartir vers la place Emir Abdelkader et puis se disperser. Plus loin, devant la



Fac centrale, une centaine de citoyens et d'étudiants et étudiantes ont tenté d'improviser un sit-in mais il a été lui aussi empêché par la police qui a usé de force contre les manifestants. Les manifestants sont sortis pour exiger le changement, la liberté d'exprimer les avis, l'indépendance de l'Algérie et de son peuple. Ils ont aussi appelé à la libération des détenus d'opinion notamment les manifestants arrêtés au fil des vendredis et des mardis, le refus de l'organi-

sation de l'élection présidentielle dans les conditions actuelles ainsi que exiger le départ des symboles du régime, le respect de la volonté du peuple en appliquant les articles 7 et 8 de la Constitution et la libération de Karim Tabou. Malgré la répression dont ils ont été victimes, les manifestants se disent déterminés plus que jamais à poursuivre leur mouvement populaire. «edouna kamel lel hebbs, el chaab marahouch habes» (mettez-nous tous en prison, le

peuple n'arrêtera pas de manifester), «koulyoum massira, koulyoum massira, maranach habssin» (on marchera tous les jours, on n'arrêtera pas). Les marcheurs ont encore une fois exprimé leur refus de la participation de l'élection présidentielle dans la situation actuelle en clamant haut et fort «Makanch el vote, welah mandirou, Bedoui wa Bensalah lazem ytirou, welah mana habssine» (il n'y aura pas de vote, on jure qu'on ne votera pas, Bedoui et Bensalah doivent partir, on n'arrêtera pas de marcher) ou encore «Pas d'élections dans les conditions actuelles», «Manvotich ala el issaba» (je ne voterai pas pour la bande). «Pas d'élections avec la participation des symboles de l'ancien régime», «dissolution des partis qui ont soutenu l'ancien régime», «départ du gouvernement de Bedoui». «El yed fel yed nahou el issaba» (main dans la main on éliminera la bande), «El chaab yourid el istiklal» (le peuple veut l'indépendance). Les manifestants, devant une forte présence policière ont scandé «Had el hirak wajib watani» (ce mouvement populaire est un devoir national). Enfin, des marches ont eu lieu dans plu-

### LA QUESTION DU JOUR

#### Syrie, retrait américain et projet d'invasion turc

Suite de la page une

Tayyip Recep Erdogan lui la connaissait, et pour cause, il l'avait apprise de première main, c'est-à-dire du président américain en personne, à qui il avait parlé au téléphone. Mais il a suffi que tout le monde soit au courant pour qu'un tollé se produise aux Etats-Unis, comme d'ailleurs chez leurs alliés occidentaux, ce qui a contraint Donald Trump à faire marche arrière. Pour ce dernier, ce qui importe, c'est ce rappel des troupes, une promesse faite à ses électeurs, et qu'il voulait déjà tenir en décembre dernier. Il faut savoir que Trump est pour que les Etats-Unis ne s'engagent plus militairement dans les conflits du Moyen-Orient, et donc pour se retirer le plus tôt possible de ceux dont son administration a hérité de celles qui l'ont précédée. Des républicains parmi les plus proches se sont offusqués de ce qu'il se montre disposé à laisser les Turcs chasser les Kurdes, des alliés dans la guerre contre Daech, de leurs positions actuelles, ce qui tout de même équivaut à une trahison. Trump, qui moins que jamais peut se permettre de mécontenter des amis aussi sûrs, en égard à la procédure d'impeachment enclenchée à son encontre par la Chambre des représentants, a aussitôt mis en garde la Turquie contre son projet d'invasion de la Syrie. La réalité, c'est qu'il est si pressé de rappeler les troupes qu'il se moque un peu de ce qui peut advenir ensuite en Syrie. Sa doctrine à lui est qu'il n'appartient pas aux Etats-Unis de faire le gendarme dans le monde, et moins encore au Moyen-Orient. Sans la menace de l'impeachment, qui l'oblige à faire le compte exact de ses soutiens au Sénat, et surtout à les conserver, il aurait probablement ordonné cette fois-ci le retrait. Non pas parce qu'il est d'accord avec les Turcs, mais pour remplir une autre de ses promesses faites à ses électeurs, ce qui est sa façon de faire campagne en vue du deuxième mandat. Quant à l'invasion elle-même, lui-même s'en lave les mains, estimant qu'il revient à toutes les puissances impliquées dans ce conflit moins les Etats-Unis de voir quel traitement lui réserver, à supposer qu'elle se produise jamais.

M. H.

sieurs autres wilayas du pays. A Bordj Bou Arreridj, les étudiants ont renoué avec la rue après plusieurs semaines d'absence. Et comme à Alger, de nombreuses arrestations ont été signalées parmi les manifestants.

Thinhenne Khouchi

# Rabehi souligne le rôle des agences de presse dans l'adaptation aux mutations

■ Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassan Rabehi, a mis en avant, mardi à Alger, le rôle des agences de presse dans l'adaptation aux mutations positives survenues dans les pays de la région de la Méditerranée, lesquelles visent à consolider la gouvernance démocratique.

Par Ihsane C.

Dans une allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture des travaux de la 28<sup>e</sup> assemblée générale de l'Alliance des agences de presse méditerranéennes (AMAN), M. Rabehi a souligné «le rôle important» des médias, et à leur tête les Agences de presse, dans la «consolidation de ces valeurs et la mise en avant des expériences que nous menons tous sur la voie du raffermissement de la pratique démocratique, en accompagnant les efforts menés dans ce sens, notamment dans les pays émergents de la rive sud de la Méditerranée qui croient en ce choix idoine». «Ces agences de presse ont un rôle dans l'adaptation aux mutations positives survenues dans les pays de la région, lesquelles visent à consolider la gouvernance démocratique comme choix pour leurs peuples respectifs, une conviction enracinée de leurs régimes politiques, et le résultat inévitable du progrès et du développement dont jouissent nos pays, qui a mené à la nécessaire promotion de la pratique de la bonne gouvernance», a-t-il ajouté. A ce propos, le ministre a affirmé que «l'Algérie qui est fermement attachée aux principes de démocratie réelle, aux valeurs nationales, à la souveraineté des Etats, à la non-ingérence dans leurs affaires internes et au bon voisinage, ne



ménagera aucun effort pour soutenir l'action des Agences de presse de la Méditerranée, dans l'intérêt de nos médias communs», soulignant que «l'Algérie n'a jamais eu de cesse d'être enclavée, de manière positive, au dialogue et la relance des traditions de concertation entre frères et amis, ce à quoi elle mise dans

le domaine des médias et de la communication». Evoquant le rôle des agences de presse à l'ère actuelle, le porte-parole du gouvernement a indiqué que «de lourdes responsabilités incombent aux Agences de presse en matière de prise de conscience et de dissipation des doutes enclen-

chés, mais aussi du sentiment de désespoir qui pourrait toucher une ou plusieurs franges de la société du fait du foisonnement de «fake news» qui ne reflètent nullement les bonnes intentions des gouvernements concernant la promotion de la bonne gouvernance et l'ancrage de la pratique démocratique». «Toute personne

intéressée par les développements survenus sur les scènes régionale et internationale, n'est pas sans connaître le rôle des pays méditerranéens qui font l'événement de par leur poids et leur forte présence, d'où la mission des Agences de presse méditerranéennes qui consiste à donner à l'opinion publique une information crédible, à partir de sa source, avant même que les fabulateurs et les cercles tendancieux n'évalent leur marchandise fourvoyante», a-t-il observé. «Notre objectif est d'offrir aux abonnés de nos Agences, l'opportunité de prendre connaissance des informations régionales et internationales à partir de sources fiables, partant de notre conviction que les médias sont, en fait, un outil de préparation pour entrer en lice dans la concurrence économique, culturelle et politique, outre leur rôle certain en matière d'orientation de l'opinion publique locale et internationale», a ajouté le ministre. «La Méditerranée a eu une contribution substantielle dans la culture du vivre ensemble en paix, en offrant un espace de dialogue et de coopération, c'est pourquoi nous sommes appelés aujourd'hui à jeter des passerelles de communication entre peuples, loin de toute forme de violence, de marginalisation et d'exclusion», a conclu le ministre.

I.C./APS

Le DG de l'APS à la 28<sup>e</sup> AG de l'AMAN

## Opérer un changement dans le mode d'information «pour faire face à l'infobésité»

Le directeur général d'Algérie Presse Service (APS), Fakhreddine Beldi, a appelé mardi à Alger, à opérer un changement dans le mode d'information pour faire face à «l'infobésité» à travers de nouveaux services adaptés à la conjoncture. «Il s'agit de s'adapter au nouveau mode de consommation de l'information générée par la prolifération des supports de réception (mobile, tablette...), au regard de la rapidité avec laquelle l'information est répandue et la multitude de sources d'où elle provient», a indiqué M. Beldi à l'ouverture de la 28<sup>e</sup> assemblée générale de l'Alliance des Agences de presse des pays de la Méditerranée (AMAN). Il a indiqué que le thème de la présente rencontre «Les Agences de presse face aux défis du siècle: opportunité de se conformer au média global» est dicté par «l'environnement géopolitique et médiatique empreint d'une féroce concurrence avec l'émergence de nouveaux professionnels à la lumière des espaces ouverts, de plus en plus nombreux via Internet». «Ces mutations renouvelées et accélérées

au plan de la technique et du message médiatique ont été à l'origine de l'infobésité véhiculée par les différents moyens modernes de communication, au risque d'impacter les Agences de presse dans leur existence». Pour M. Beldi, «l'infobésité prend ainsi tout son sens», donnant pour preuve «les chiffres effarants de 26,66 milliards d'appareils connectés en 2019 dans le monde, 1,6 milliard de sites web, 333 millions de noms de domaines enregistrés et 2 millions de blogs créés quotidiennement». Estimant que l'Algérie «n'échappe pas à cette dynamique mondiale», il a cité les données de l'Autorité de régulation de la Poste et des Télécommunications qui indique que le nombre des abonnés individuels à l'internet «est passé de zéro au début de l'année 2000 à plus de 50 millions d'utilisateurs en 2018». Il a noté également que l'APS s'est dotée d'un data-center avec pour objectif de «répandre toute la technologie de la nouvelle plateforme de réception, de traitement, de diffusion et d'archivage au niveau du siège central, des directions

régionales et des bureaux à l'étranger». A travers cet outil-plateforme (Fileworx) dédié au multimedia, l'APS souhaite «gagner de nouveaux abonnés, en plus du grand public et des abonnés habituels pour devenir un véritable média global», a-t-il soutenu. Il a affirmé, dans ce sens, que l'APS «s'emploie à produire ses contenus sous différents formats,

écrits, vidéos, sonores, photos et infographies, tout en étant actif sur les réseaux sociaux». «Les mutations engendrées par le statut de média global ont conduit l'APS à adopter une politique de formation», a-t-il rappelé, ajoutant que ce créneau connaît «une attention particulière à travers des formations spécifiques et de qualité, assurées au profit du person-

nel de l'audiovisuel et de l'ensemble des rédacteurs, grâce à un partenariat pérenne avec les plus importants médias internationaux». Le DG de l'APS a indiqué que la dynamique de migration de l'Agence vers le média global a impacté l'ensemble de la production, relevant que «depuis peu, des médias connus sur la scène journalistique mondiale s'appliquent à développer des algorithmes pour mieux cibler les attentes des lecteurs, via des recommandations, des conceptions d'alertes sur l'actualité, la vérification des faits, la rédaction automatique ou encore l'analyse de quantités importantes de données». Ainsi, «le concept de l'intelligence artificielle (IA) est de plus en plus utilisé dans certaines rédactions», a-t-il souligné, précisant qu'avec l'écriture automatique d'articles, la veille journalistique et la prolifération de fausses informations, l'IA «peut être au service du pire comme du meilleur». M. Beldi a appelé, par la même occasion, à inscrire cette problématique dans les prochains débats de l'AMAN.

Safy T.

### Béjaïa Les RN 75 et 09 coupées par des citoyens

LA ROUTE nationale N75 a été coupée avant-hier à la circulation routière très tôt hier matin au lieu-dit Bousseltane dans la commune de Tala-Hamza par des riverains. Ces derniers dénoncent l'implantation d'une centrale à béton dans une terre agricole et exigent sa délocalisation immédiate. Les riverains dénoncent les désagréments que causent cette centrale et expriment leur crainte quant à son exploitation future par son propriétaire. Les usagers étaient pénalisés encore avant-hier. Certains étaient contraints d'emprunter la RN 12 El-Kseur, pour rallier ou quitter Béjaïa. La RN 09 a également été coupée par les habitants du village Ait Felkai (Darguina). Ces derniers exigent l'amélioration de leurs conditions de vie. Les instituteurs de l'école frères Amour de la commune exigeant le transfert comme prévu des élèves vers le technicum de la région afin de mettre fin à la surcharge des classes dont le nombre d'élèves atteint les 50 pour certaines.

H.C.

## Pétrole

## Le Brent à plus de 58 dollars à Londres

■ Les prix du pétrole restaient proches de l'équilibre hier en cours d'échanges européens, tandis que Donald Trump a évoqué son souhait d'un accord commercial global avec Pékin, avant la reprise des négociations jeudi et vendredi.

Par Sara Y.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 58,41 dollars à Londres, en hausse de 0,10 % par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril américain de WTI pour novembre perdait 0,15 % à 52,67 dollars. La veille, malgré une hausse jusqu'en fin de séance européenne, les prix de l'or noir ont reculé légèrement peu avant la clôture. «Les espoirs entourant les négociations à venir entre les Etats-Unis et la Chine ont entraîné une hausse des cours du pétrole lundi, même si le marché est finalement resté inchangé», a commenté Tamas Varga, analyste. Les prochaines négociations entre les Etats-Unis et la Chine pour tenter de sortir de l'impasse de la guerre com-



merciale se tiendront à partir de jeudi à Washington. Donald Trump a annoncé lundi qu'il privilégiait un accord commercial global avec Pékin plutôt qu'un traité partiel, mais certains médias américains ont affirmé que les autorités chinoises ont considérablement réduit le champ des contentieux qu'elles sont disposées à aborder cette semaine. Comme lors des précédentes sessions de tractations, le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, et le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, mèneront les pourparlers avec une délégation chinoise dirigée par le vice-Premier ministre, Liu He. Les investisseurs scrutent également la situation en Irak, qui connaît depuis sept jours une période de troubles sociaux.

S. Y.

## Changes

## L'euro monte légèrement face au dollar dans un marché prudent

L'euro progressait légèrement face au dollar hier, dans un marché prudent en attendant la reprise des négociations commerciales sino-américaines. Hier matin, l'euro gagnait 0,16 % face au billet vert, à 1,0989 dollar. «A court

terme, le conflit commercial demeure le principal facteur d'évolution du dollar», a commenté Antje Praefcke, analyste. Donald Trump a annoncé lundi qu'il privilégiait un accord commercial global avec Pékin plutôt qu'un traité partiel, mais cer-

tains médias américains ont affirmé que les autorités chinoises ont considérablement réduit le champ des contentieux qu'elles sont disposées à aborder cette semaine. Concernant l'euro, plusieurs analystes ont souligné les bons

chiffres de la production industrielle allemande en août (+0,3 % tandis que les analystes interrogés par Factset tablaient sur un rebond de 0,1 % et que la production avait baissé de 0,4 % en juillet). Si, selon certains observateurs, ce

chiffre meilleur que prévu a pu bénéficier à l'euro, le mouvement est resté très limité car la situation globale de l'économie allemande «est toujours compliquée», a souligné Naem Aslam, analyste.

Salem K. /APS

## Brexit

## Les discussions avec Londres dans l'impasse

Les discussions entre Européens et Britanniques sur le Brexit devaient reprendre hier à Bruxelles, mais les chances de les sortir de l'impasse sont faibles si le Premier ministre britannique Boris Johnson refuse de modifier les points «problématiques» de son plan de sortie de l'UE, ont confié plusieurs sources européennes. Une nouvelle réunion de travail entre David Frost, l'émissaire du Premier ministre britannique, et Paulina Dejmek-

Hack, membre de l'équipe du négociateur de l'UE, a été programmée pour 13h00 (11h00 GMT). Mais aucune percée n'a été enregistrée à l'issue des deux séances de travail lundi. Un nouveau texte «clarifié» a été soumis aux Européens, mais «il ne répond pas à leurs demandes». «Les problèmes de fond subsistent», ont expliqué plusieurs sources impliquées dans les discussions. «C'est un processus. On veut voir si les Britanniques peuvent chan-

ger leurs propositions», ont-elles insisté. «Les discussions vont se poursuivre, mais si rien ne se passe d'ici à vendredi, on le dira», a assuré l'une de ces sources. Les Européens s'inquiètent de la tentation britannique de leur faire porter la responsabilité d'un échec des discussions et d'une sortie du Royaume-Uni sans accord. Un responsable britannique cité par l'hebdomadaire conservateur «Spectator» a accusé hier le Premier ministre irlandais Leo

Varadkar de «ne pas vouloir négocier». «Il y a pas mal de gens à Paris et à Berlin qui aimeraient discuter de notre offre, mais Merkel et Macron ne pousseront pas Barrier à moins que l'Irlande ne déclare vouloir négocier», soutient ce responsable britannique. Les Européens refusent le droit de veto que Londres souhaite accorder à l'Assemblée et à l'exécutif nord-irlandais, et jugent «problématiques» les propositions du plan pour les contrôles douaniers

entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande après le Brexit. Les Européens ne veulent pas de la création d'une frontière entre les deux Irlande et ont proposé un même système réglementaire et douanier pour toute l'île. Londres refuse, mais les propositions de Boris Johnson sont «barcales», car «il n'y a pas de contrôles pour lutter contre les fraudes», a expliqué une des sources. F. T.

## Suisse

## Le taux de chômage se maintient à 2,1 % en septembre

Le taux de chômage en Suisse s'est maintenu à 2,1 % en septembre, un de ses niveaux historiquement les plus faibles, selon les statistiques publiées hier par le Secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco). Fin septembre, 99 098 personnes étaient inscrites au chômage, soit 454 de moins que le mois précédent, a indiqué le ministère suisse de l'Economie dans un communiqué. En rythme annuel, le chômage a reculé de 7 %, avec 7 488 inscrits de moins qu'en septembre 2018, selon ses relevés. Le nombre de postes à pourvoir a toutefois diminué, avec 353 offres de moins proposées dans les offices régionaux de placements, portant le total à 38 125 offres. Le taux de chômage en

Suisse avait débuté l'année à 2,7 % et, avait diminué mois après mois pour se stabiliser à 2,1 % en juin, ce qui correspond à son plus bas niveau depuis fin 2001. Il était alors passé pendant plusieurs mois sous la barre des 2 %. La semaine dernière, le Centre

de recherches conjoncturelles de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich a toutefois revu ses prévisions à la hausse, disant s'attendre à une remontée modérée du chômage compte tenu du ralentissement de l'économie suisse. Ses chercheurs s'atten-

dent à ce que le taux de chômage passe d'environ 2,3 % en moyenne annuelle cette année à 2,5 % en 2020 et 2,6 % en 2021. Fortement exportatrice, l'économie suisse a vu sa croissance se tasser au deuxième trimestre dans le sillage de la décélération

dans l'Union européenne. La Suisse, qui écoule plus de la moitié de ses exportations vers l'Union européenne, dépend notamment de l'Allemagne, son premier partenaire commercial.

Agences

## Espagne

## La production industrielle augmente de 1,7 % en août

L'ESPAGNE a vu sa production industrielle augmenter de 1,7 % en août sur un an, selon l'indice corrigé des variations saisonnières publié hier par l'Institut national de la statistique (INE). La production progresse ainsi pour le cinquième mois consécutif. En juillet, la hausse avait été de 1,2 % sur un an. La production industrielle a évolué en dents de scie depuis le début de l'année. Avant ces cinq mois de progression, elle avait chuté de 2,9 % en mars. Dans le détail, la production a progressé de 3,2 % sur un an dans le secteur des biens de consommation, de 2,9 % dans celui des biens d'équipement (comme les machines et les bâtiments industriels) et de 1,7 % dans l'énergie. Elle a en revanche reculé de 0,7 % pour les biens intermédiaires – servant à produire d'autres biens –. Cette hausse soutenue de la production industrielle intervient dans un contexte pourtant marqué par un ralentissement de l'économie espagnole. La Banque d'Espagne a révisé en nette baisse fin septembre ses prévisions de croissance. Elle prévoit notamment une croissance du PIB de 2 % cette année contre une précédente prévision de 2,4 %. En 2018, la croissance espagnole s'est établie à 2,4 %.

R. E.

## Tamanrasset

# Intensifier les efforts pour parachever la route Silet/Tin-Zaouatine

■ Le ministre des Travaux publics et des Transports, Mustapha Kouraba, a mis l'accent à Tamanrasset, sur l'intensification des efforts pour parachever le projet de la route reliant les daïras de Silet et Tin-Zaouatine (ouest de Tamanrasset).

Par Nassima A.

« Il appartient de redoubler d'efforts pour parachever, à la faveur des enveloppes colossales allouées par l'Etat, le projet de route reliant les daïras de Silet et Tin-Zaouatine, eu égard à l'importance que revêt cet axe », a indiqué le ministre lors de l'inspection de tranches de réalisation de cette route. M. Kouraba a exhorté, à ce titre, les entreprises de réalisation à mobiliser tous les moyens existants et à renforcer les chantiers de réalisation en main-d'œuvre, avant d'appeler les bureaux d'études et de suivi et les laboratoires à veiller au suivi permanent sur le terrain des travaux en vue de livrer le projet dans les délais impartis. Long de 367 km, ce projet est scindé en deux tranches, dont première de 160 km devra être livrée en 2020, selon l'exposé présenté au ministre qui a, sur site, écouté également une présentation sur le projet de réalisation de l'aérodrome de Tin-Zaouatine, livrable en 2020 et dont les travaux sont

à 35% d'avancement. Le ministre des Travaux publics a, en outre, pris connaissance des préoccupations soulevées par la population de la daïra de Silet et liées notamment à la réalisation de cet axe routier, tant attendu afin d'atténuer leurs difficultés de transport, notamment en matière d'évacuation des malades. Dans la même région, il s'est enquis également d'un chantier de réalisation de deux pistes (41 et 80 km), où il a appelé à renforcer les chantiers, revoir les méthodes de travail et mobiliser les moyens humains et matériels nécessaires, pour réceptionner le projet dans ses délais. M. Kouraba a aussi exhorté les responsables concernés à œuvrer au déploiement des personnels d'entretien pour permettre la réalisation rapide des travaux d'entretien et la protection durable du réseau routier de la région. Il s'est rendu par la suite au chef-lieu de wilaya de Tamanrasset, où il a inspecté la nouvelle tour de contrôle de l'aéroport de Tamanrasset, dont les gros œuvres ont été livrés, ainsi que le projet du nouveau siège de l'entreprise nationale de



navigation aérienne. Le ministre des Travaux publics et des Transports a inspecté, au terme de sa visite de travail de deux

jours dans la wilaya, le projet de réalisation d'une piste reliant In-Azaoua et le chef-lieu de wilaya, avant de suivre des exposés sur

des opérations similaires projetées au sud de Tamanrasset.

N. A./APS

## Projets de logements à Souk Ahras

## 25 chantiers inspectés par la commission de wilaya

La commission de wilaya chargée du suivi de la qualité de réalisation des projets de logement à Souk Ahras a, depuis son installation en juin dernier, procédé à l'inspection de 25 chantiers de construction, a déclaré lundi le directeur local du logement, Djilani Kebasse. Ce responsable a expliqué en marge d'un séminaire sur la qualité des travaux de réalisation des logements, organisé à la maison de la culture «Tahar Ouettar» de Souk Ahras, en présence du wali Lounès Bouzeguza, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale et arabe du logement, que «ladite commission a inspecté 25 chantiers de construction d'un total de 5 234 logements à travers les 26 communes de la wilaya». Au cours de ce séminaire auquel ont assisté des ingénieurs, des techniciens, des bureaux d'études, des promoteurs immobiliers, des entrepreneurs et des entreprises de fabrication de matériaux de construction, M. Kebasse a rappelé à l'assistance que «la qualité de la réalisation des projets de logement est de la responsabilité de tous les intervenants, qu'il s'agisse du choix de l'assiette foncière, des études complémentaires ou bien du suivi et du contrôle des travaux». La création d'une commission de wilaya chargée de contrôler la qualité de réalisation des projets de logement vient en réponse «aux nombreuses réserves formu-

lées soit par les organismes compétents tels que l'organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) et les services techniques des détenteurs de projets ou bien par des citoyens lambda» a-t-on indiqué. Présidée par le directeur du logement et regroupant des représentants des directions des équipements publics, de l'urbanisme, de

l'architecture et de la construction, et du CTC, cette commission va très prochainement entamer la deuxième phase d'inspection des chantiers contrôlés et se pencher sur toutes les réserves émises, a ajouté la même source. Présent à ce séminaire, le chef du service d'apprentissage de la direction locale de la Formation et l'enseignement professionnels, Réda

Kouba, a révélé que lors de la rentrée de septembre 2019, pas moins de 910 stagiaires, dont 566 nouveaux inscrits, dans des spécialités du bâtiment et travaux publics, ont rejoint les différents établissements du secteur de la formation professionnelle de la wilaya de Souk Ahras. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord signé en 2016 entre la

direction de la formation et l'enseignement professionnels et le secteur du logement, 136 apprentis ont été formés au sein d'institutions relevant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, dans le but de former une main-d'œuvre qualifiée constituée de techniciens et de techniciens supérieurs, selon la même source. **Samy Y.**

## Boumerdès

## Recul du nombre d'estivants sur les plages durant l'été

Un recul de l'ordre de 1,7 million d'estivants a été enregistré, durant la saison estivale 2019 (1<sup>er</sup> juin au 30 septembre), sur les plages de Boumerdès, comparativement à la même période de 2018, a-t-on appris auprès de la direction de la Protection civile de la wilaya. Le nombre des baigneurs au niveau des 47 plages autorisées à la baignade (sur une côte de 100 km) «n'a pas dépassé les 13,4 millions, à la période indiquée, contre 14,9 millions en 2018», a indiqué le chargé de la communication auprès de ce corps constitué, le lieutenant Ait Kaci Ahmed. Une majorité de ces estivants a été enregistrée au niveau des plages des grandes villes de la wilaya, à l'instar des plages «El korsane» de Corso, avec un flux de plus 1,7 million de vacanciers, «Rocher noir» de la commune de Boumerdès (1,3 million), et «Dauphin» de la même commune (1,1 million). Les centres de vacances, de même que les auberges et camps de jeunes, et les établissements primaires du littoral de la région ont, également, accueilli, durant la saison estivale, un grand nombre de vacanciers, au titre de différents programmes de solidarité, inscrits au titre

des échanges avec les wilayas du Sud et des Hauts plateaux. Pas moins de 20 000 enfants ont séjourné dans la région au titre de ces programmes, a souligné le même responsable. Ce nombre d'estivants signalé par la direction de la Protection civile a été corroboré par la direction du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, dont le recensement, toujours en cours, confirme que «ce chiffre ne sera pas dépassé», selon une source auprès de cette direction. Ce recul du nombre des baigneurs sur les plages trouve une explication dans les changements du climat ayant caractérisé certaines périodes de cet été, marqué également par le déroulement de la Coupe d'Afrique des nations de football, outre l'abondance des offres de séjours tant à l'étranger, qu'à l'intérieur du pays, proposées aux estivants, a estimé la même source. La wilaya de Boumerdès accuse un déficit en structures d'accueil. Elle dispose actuellement d'un parc hôtelier de pas plus de 3 000 lits, auxquels s'ajoutent près de 7 000 lits assurés par des camps et centres de vacances et des établissements scolaires. Selon le même bilan présenté par la

Protection civile de la wilaya, 15 personnes sont mortes par noyade, entre le mois de juin à fin septembre passé, dont une majorité sur des plages non autorisées à la baignade. Un nombre en hausse comparativement à celui de l'année 2018, siège de seulement 4 morts par noyade, mais en recul comparativement à celui de 2017, durant laquelle 20 personnes sont mortes par noyade sur les plages de Boumerdès. La même période a, également, vu l'enregistrement de 13 400 interventions en mer par les agents de ce corps constitué, lesquelles ont permis le sauvetage de 11 000 baigneurs et l'assistance de plus de 2 100 autres sur place, au moment où 350 ont été transférés vers des centres de santé. Toujours selon le lieutenant Ait Kaci, le bon encadrement des plages de la wilaya de Boumerdès, pour cette saison estivale 2019, a mobilisé un effectif global de 2 700 saisonniers, 50 agents et cadres de la protection civile, et une trentaine de plongeurs équipés, le tout appuyé par des ambulances et des pneumatiques de type zodiac, entre autres.

R. R.

Lors des législatives en Tunisie

# Achat des voix et pressions de responsables...

■ Plusieurs infractions ont été constatées lors des élections législatives qui se sont tenues dimanche en Tunisie, a déploré, hier, l'Instance nationale de lutte contre la corruption, qui a indiqué qu'il y a eu cinq types d'infraction électorale.



Par Mondji T.

Il s'agit, selon cette Instance, d'infractions concernant, pour l'essentiel, la violation du silence électoral, le recours de deux maires à la menace des citoyens et les tentatives d'influencer les électeurs dans plusieurs bureaux et centres de vote.

L'Instance a déploré également l'achat des voix et la distribution de sommes d'argent aux citoyens et leur transport dans des minibus vers les bureaux de vote. En outre, selon la même Instance, des électeurs ont été contactés par SMS et reçu des appels téléphoniques, le jour du scrutin, pour les orienter vers certaines listes, selon plusieurs lanceurs d'alerte.

Par ailleurs, l'Instance indique que des maires à Sfax et Kasserine ainsi qu'un homme d'affaires tête de liste (indépendant) dans la circonscription de Kasserine ont fait pression sur les électeurs, soit par la menace soit par l'argent.

L'INLUCC a mis à la disposition des citoyens une ligne verte pour recevoir leurs signalements, en plus des rapports provenant de la salle des opérations mise en place au sein de l'Instance électorale.

Par ailleurs, un membre de l'Instance supérieure indépendante des élections (Isie), Anis Jarboui, a annoncé que le

Conseil se réunira mardi matin (hier) pour examiner l'impact des violations constatées sur le processus électoral, en particulier sur la répartition des sièges, conformément aux dispositions de l'article 143 de la loi électorale, qui permet l'annulation, même partielle, des listes. Jarboui a estimé que les rapports devaient parvenir à l'Isie dans la nuit de lundi au plus tard.

«Il pourrait y avoir un changement dans la répartition des sièges sur la base des plus forts restes en cas d'irrégularités avérées dans certains bureaux de vote, d'autant plus que l'écart entre certaines listes ne dépasse parfois pas 50 voix», a estimé Jarboui.

Le responsable de l'Isie prévoit l'annonce des résultats préliminaires des élections législatives aujourd'hui.

## Un taux de participation de 41,7 % aux législatives

Le taux de participation aux élections législatives en Tunisie est de 41,7 % après un dépouillement ayant concerné 96,3 % des suffrages, a annoncé dans la soirée de lundi le président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie), Nabil Baffoun.

Ce taux représente plus de 2 millions d'électeurs qui se sont présentés aux bureaux de vote

dimanche dernier pour choisir les 217 députés de l'Assemblée des représentants du peuple (Parlement). S'exprimant lors d'une conférence de presse, M. Baffoun a indiqué que 64 % des électeurs sont des hommes et 36 % des femmes, précisant que seulement 9 % des électeurs sont âgés entre 18 et 25 ans.

«D'ici la fin de cette soirée, nous pourrions confirmer la fin du processus du dépouillement auprès des 33 circonscriptions électorales [...] le conseil de l'Instance sera en réunion permanente toute la journée de demain (aujourd'hui mardi, Ndlr) afin de traiter les différents procès régionaux mais aussi ceux (procès) portant sur les infractions électorales», a souligné le chef de l'Isie.

M. Baffoun a tenu à préciser que «des résultats préliminaires partiels des élections législatives seraient dévoilés au plus tard mercredi (aujourd'hui)».

Deux principaux sondages sortie des urnes, fournis par les deux institutions privées de sondage, Sigma Conseils et Emrhod Consulting, ont révélé les deux premiers vainqueurs des législatives : Ennahdha (Renaissance), majoritaire au Parlement et Qalb Tounes (Cœur de Tunisie), dont le président, Nabil Karoui, est en prison pour soupçons de blanchiment d'argent et de fraude fiscale. Karoui est au même temps candidat au second tour

présidentiel.

## Le président du parti Afaq Tounes annonce sa démission

Le président du parti Afaq Tounes, Yassine Ibrahim, a annoncé lundi soir sa démission suite aux résultats décevants obtenus par sa formation politique lors des législatives du dimanche en Tunisie.

«Nous croyons au principe de la responsabilité en tant que pilier principal du parti et j'annonce aujourd'hui devant les militants du parti et de l'opinion publique ma démission de la direction d'Afek Tounes», a annoncé M. Ibrahim dans une déclaration écrite citée par l'agence TAP.

Il expliqué que sa décision a été motivée par «l'échec de n'avoir pas pu réaliser les objectifs du parti à ce stade, pour de nombreuses raisons, y compris subjectives, liées à certaines options politiques, notamment le climat politique général et la montée des courants populistes et radicaux, à la lumière de l'échec retentissant du système de gouvernement à tous les niveaux, au plan moral en premier lieu, marqué par des pratiques honteuses telles que le flux de l'argent sale et la corruption».

Afaq Tounes (Horizons de la Tunisie), parti politique de tendance sociale-libérale fondé le 28 mars 2011, n'a obtenu aucun siège au Parlement, selon les résultats préliminaires de sortie des urnes des législatives 2019, communiqués dans la soirée du dimanche.

## Près de 1,5 million de retraités en 2024

Le nombre de retraités en Tunisie avoisinera les 1,5 million d'ici à 2024, selon l'Institut tunisien des études stratégiques (Ites).

Dans une étude intitulée «Quel avenir pour les retraités en Tunisie ?», l'Ites, cité par l'agence Tap, a fait savoir que le phénomène de vieillissement «s'est progressivement élargi» depuis quelques années pour toucher

les sociétés dont la population est caractérisée par sa jeunesse.

A la lecture des données disponibles, l'étude a élaboré la projection de l'évolution du nombre des retraités. Ainsi, la proportion des retraités parmi la population âgée tunisienne affichera «une courbe ascendante», faisant passer l'effectif des retraités de 581 920 en 2014, à 1 244 559 en 2024.

Ces données continueront à augmenter durant les années à venir, selon l'étude qui met en garde contre l'impact de cette évolution en nombre sur l'équilibre financier des caisses sociales et sur les dépenses en matière de santé étant donné que plusieurs maladies chroniques accompagnent l'avance en âge.

L'étude indique ainsi que le vieillissement de la population tunisienne constitue l'un des phénomènes les plus marquants de la première moitié du 21<sup>e</sup> siècle.

La Tunisie connaîtra dans quelques années, selon la même source, une nouvelle orientation démographique grâce aux différents efforts entrepris sur le plan social et sanitaire.

La société tunisienne est entrée dans une phase de transition démographique. Il en ressort que la proportion des personnes âgées ayant 60 ans et plus, a enregistré une évolution considérable durant la période (1966-2014), passant de 5,5 % en 1966, à 11,4 % en 2014, d'après les derniers chiffres en date.

L'effectif des personnes âgées est passé de 249 334 en 1966, à 1 249 640 en 2014.

Parmi les axes principaux de l'étude, une analyse des principaux problèmes des retraités, tels que le manque de préparation à la retraite en tant que facteur qui limite l'activité après l'arrêt du travail associé à une baisse de revenu, qui, aussi minime soit-elle, engendre des difficultés pour maintenir un niveau de vie auquel les personnes concernées sont habituées.

La préparation du départ à la retraite est également d'ordre psychologique, indique l'étude, le statut de retraité pose un problème et fait que ce départ à la retraite est vécu comme une expérience pénible qui a pour effet de perturber le fonctionnement normal de la personne concernée.

S'ajoutent à ce problème, des difficultés d'ordre administratif se manifestant par le versement tardif de la pension de retraite. Il est également question de manque d'activités culturelles et de loisirs et de négligence par l'ancien milieu de travail.

H. Y.

M. T./APS

## Le président mauritanien Ghazouani :

### «Décidés à dynamiser l'école républicaine»

Le président mauritanien Mohamed O. cheikh Ghazouani a appelé lundi les responsables du secteur de l'Education nationale à redynamiser l'école républicaine à même de préserver la cohésion nationale et à donner à tous les fils de ce pays l'occasion de se scolariser sans distinction et dans toute égalité. Le président Ghazouani, qui s'exprimait pour la première fois depuis son élection, a déclaré que l'enseignement était l'unique

voie pour accéder au savoir, à développer les sociétés, ajoutant qu'il avait exprimé, plus d'une fois, son intérêt pour le secteur.

Le président Ghazouani a réaffirmé sa détermination à appuyer le secteur éducatif et que son gouvernement appuiera les mesures destinées à la réformer. Le président Mohamed O. Cheikh Ghazouani avait donné le coup d'envoi ce lundi, 7 octobre, de la nouvelle année scolaire 2019-2020 depuis

le secteur 18, dans le quartier de Tarhil, moughata de Riad.

Le chef de l'Etat mauritanien, dans son programme électoral, avait évoqué un plan pour la réforme de l'enseignement et la première structure de son gouvernement compte 3 départements ministériels pour l'enseignement.



Turquie

# Ankara «prête» pour une opération en Syrie malgré les menaces de Trump

■ La Turquie a affirmé hier être prête à lancer une nouvelle offensive en Syrie contre une milice kurde soutenue par Washington, malgré l'envoi de signaux contradictoires par Donald Trump alimentant la confusion sur la position américaine.

Par Rosa C.

«**T**ous les préparatifs en vue d'une opération ont été achevés», a indiqué hier le ministère turc de la Défense, renforçant l'impression qu'une offensive d'Ankara contre les Unités de protection du peuple (YPG) était imminente. La tension dans le nord-est de la Syrie, vive depuis plusieurs mois, est encore montée d'un cran après l'annonce par la Maison-Blanche, dimanche soir, que les militaires américains stationnés dans la zone seraient retirés en vue d'une opération turque. Mais, accusé, jusque dans son propre camp, de lâcher des alliés des États-Unis, le président Trump a réorienté lundi son discours en affirmant qu'il «anéantirait complètement l'économie de la Turquie» si celle-ci «dépassait les bornes». Balayant ces avertissements, le vice-président turc Fuat Oktay a déclaré hier que la Turquie n'était «pas un pays qui agit en fonction des menaces». «Lorsqu'il s'agit de sa sécurité (...), la Turquie trace sa propre

voie», a-t-il ajouté. D'après le quotidien turc «Hürriyet», une opération pourrait débuter dans les prochains jours, l'état-major turc attendant que le retrait des forces américaines présentes dans cette zone soit achevé. La Turquie envisage dans un premier temps de prendre le contrôle d'une bande de territoire longue de 120 km et profonde d'une trentaine de km allant des villes de Tal Abyad à Ras al-Aïn, selon Hürriyet. Lundi soir, l'armée turque a dépêché des renforts, notamment des chars, en plusieurs points de sa frontière avec la Syrie. A terme, Ankara entend créer une «zone de sécurité», sorte de tampon de 30 km de profondeur s'étirant de l'Euphrate à la frontière irakienne, soit 480 km. Cette zone a pour vocation, selon Ankara, d'accueillir une partie des 3,6 millions de Syriens réfugiés en Turquie et de séparer la frontière turque des territoires conquis par les YPG en plein chaos syrien. Car si les pays occidentaux sont reconnaissants envers les YPG pour leur rôle de premier plan dans la défaite militaire du grou-

pe État islamique (EI) en Syrie, Ankara les considère comme des «terroristes» en raison de leurs liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui mène une guérilla en Turquie. En août, la Turquie et les États-Unis, deux alliés au sein de l'Otan, s'étaient mis d'accord pour créer ensemble cette «zone de sécurité». Mais Ankara n'avait eu de cesse depuis de dénoncer des retards, menaçant de passer unilatéralement à l'action. Et c'est à l'issue d'un entretien téléphonique entre M. Trump et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan portant sur cette question que la Maison-Blanche a brusquement annoncé dimanche soir que les Américains se retireraient de la zone. «Il est temps (...) de ramener nos soldats à la maison», avait ensuite tweeté le président Trump, accreditant l'idée d'un retrait plus vaste, sinon total, de Syrie. Cette décision a provoqué un tollé aux États-Unis, y compris chez les Républicains, comme l'influent sénateur Lindsey Graham qui a appelé M. Trump à «revenir» sur ce retrait «porteur de désastre». Sous pression et alors qu'il a besoin de son camp en pleine procédure d'impeachment, le milliardaire américain a sommé la Turquie de ne pas «dépasser les



Ph. &gt; D. R.

bornes» qu'il a fixées dans sa «grande et inégalable sagesse». En parallèle, les responsables américains se sont employés à se démarquer de toute opération militaire d'Ankara et à minimiser le départ des soldats américains, évoquant le simple redéploiement de 50 à 100 membres des forces spéciales. Reste que cette confusion inquiète le reste de la communauté internationale, l'ONU indiquant lundi se «préparer au pire» en cas de nouvelle crise humanitaire en Syrie, où le conflit a fait depuis 2011 des millions de déplacés et a coûté la vie à plus de 370 000 personnes.

Un autre sujet d'inquiétude en cas d'offensive turque concerne le sort des jihadistes, notamment européens, prisonniers des forces kurdes. Ces dernières ont accusé Washington de «détruire la confiance», et averti qu'une opération turque entraînerait un retour de l'EI. Téhéran, acteur majeur du conflit syrien et soutien du régime de Damas, a aussi dit son opposition, le chef de la diplomatie iranienne Mohammad Javad Zarif appelant au «respect de l'intégrité territoriale», lors d'un entretien avec son homologue turc lundi soir.

R. C.



## Commentaire

Inconnues

Par Fouzia Mahmoudi

**S**i les Britanniques sont aujourd'hui nerveux face à la date qui se rapproche pour la sortie de leur pays de l'Union européenne, ils ne sont toutefois pas les seuls à s'inquiéter, plusieurs dirigeants européens craignant les répercussions, envisagées mais encore inconnues, du Brexit sur leurs propres pays et économies. La chancelière allemande Angela Merkel a ainsi averti hier le Premier ministre britannique Boris Johnson qu'un accord sur le Brexit s'annonçait «extrêmement improbable» faute de nouvelles propositions de Londres sur l'Irlande, a indiqué une source à Downing Street. L'entretien téléphonique entre les deux dirigeants, dont les points de vues sont opposés en tous points, a eu lieu alors que de difficiles négociations se tiennent à Bruxelles pour éviter un «no deal» le 31 octobre, sur la base d'un projet présenté mercredi dernier par Boris Johnson. Vu la teneur de l'entretien, un accord est pour Downing Street «pratiquement impossible», selon cette source. Interrogé par l'AFP, le gouvernement allemand s'est refusé à tout commentaire sur le contenu de la conversation. Selon une source européenne à Bruxelles, «rien n'a bougé» lors des négociations lundi, et les «modifications» apportées par Londres pour l'instant «ne changent pas grand-chose». En l'état, le projet de Londres n'est «pas encore suffisant pour convaincre» Bruxelles et «à ce rythme-là on voit mal comment on pourrait être prêt pour le Conseil européen des 17 et 18 octobre», a indiqué une autre source. Arrivé au pouvoir durant l'été dernier à la fin juillet, Boris Johnson s'est engagé avec fermeté à sortir le Royaume-Uni de l'UE à tout prix à la date prévue le 31 octobre, après deux précédents reports, malgré une loi le contraignant à demander un délai si aucun accord n'est trouvé d'ici au 19 octobre, juste après un sommet européen présenté comme celui de la dernière chance. Les spéculations vont bon train au Royaume-Uni sur la volonté du dirigeant de contourner le texte de loi, qu'il s'est pourtant engagé à respecter, en exploitant une éventuelle faille ou en demandant à un État membre de l'UE d'opposer son veto à un report. Les dirigeants européens font ainsi pression comme ils peuvent sur le Premier ministre Britannique, espérant peut-être le pousser à repousser le Brexit et pourquoi pas peut-être à repenser complètement cette sortie dont les conséquences, grandes et petites, autant sur la Grande-Bretagne que sur l'Union européenne, sont inconnues et font craindre le pire à ceux qui depuis le début sont fermement contre le Brexit.

F. M.

## Moyen-Orient

### Pour l'Iran, la contestation en Irak est un complot contre l'axe Téhéran-Baghdad

**D**epuis son déclenchement il y a une semaine, la vague de contestation en Irak est scrutée en Iran, où elle est perçue comme un complot visant à saper les relations entre la République islamique et son voisin. Après s'être affrontés dans un conflit sans merci entre 1980 et 1988, Téhéran et Bagdad se sont fortement rapprochés depuis l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et la chute de Saddam Hussein. L'Iran exerce aujourd'hui une influence grandissante sur son voisin de l'Ouest, via son ascendant sur plusieurs groupes chiites irakiens. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, les violences ayant opposé protestataires et forces de l'ordre ont fait plus de 100 morts et 6 000 blessés en Irak, pour la plupart des manifestants touchés par balles, selon des sources médicales. Né d'appels sur les réseaux sociaux, le mouvement de contestation protestant contre la corruption, le chômage et la déliquescence des services publics est apparu spontanément avant de prendre une tournure plus politique, en appelant à la chute du gouvernement. Plusieurs sièges de partis ont été incendiés dans le sud, dont certains pro-iran, selon des correspondants de l'AFP. Des vidéos diffusées sur les

réseaux sociaux ont montré des manifestants scandant «Irak libre, Iran dehors», dans un pays où les dirigeants s'accusent mutuellement d'allégeances étrangères, notamment aux grands alliés américain et iranien. Le chef du Hachd al-Chaabi, puissante coalition paramilitaire dominée par des milices chiites proches de l'Iran, s'est dit prêt lundi à intervenir pour empêcher «un coup d'État ou une rébellion», si le gouvernement le lui ordonnait. A Téhéran, plusieurs dirigeants ont accusé les «ennemis» de l'Iran d'être à la manœuvre. «L'Iran et l'Irak sont deux nations dont le cœur et l'âme sont liés (...). Des ennemis cherchent à semer la discorde mais ils ont échoué et leur complot n'aura pas d'effet», a estimé lundi l'ayatollah Ali Khamenei, le Guide suprême, dans un message sur Twitter, sans préciser de quels ennemis il parlait. L'agence officielle Irna a accusé les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël de susciter les manifestations qui se sont multipliées à Bagdad et dans le sud de l'Irak, pour nuire aux liens que l'Iran entretient avec son voisin et avec la Syrie – où Téhéran soutient Damas contre les rebelles. Des «ennemis tentent de saboter toute ouverture (des rela-

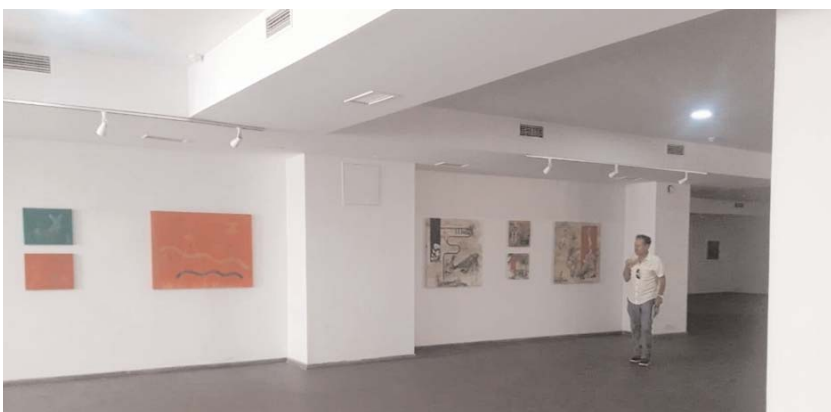
tions) entre (l'Iran) et ses voisins», a déclaré le porte-parole du gouvernement, Ali Rabieï. «Nous demandons au peuple irakien de montrer plus de retenue et de chercher des moyens démocratiques et légaux pour obtenir satisfaction à ses revendications», a-t-il ajouté, assurant que la République islamique était «comme toujours (...) prête à se tenir aux côtés de l'Irak». Le journal ultraconservateur «Kayhan» a fait état de «preuves» de l'implication des États-Unis, de l'Arabie saoudite et d'Israël dans ces troubles. Sans être aussi direct, un éditorialiste du journal réformateur «Sharq» a suggéré que ces trois pays pourraient être les «mains cachées» derrière ces manifestations. Selon l'Iran, ce qui se passe en Irak vise également à perturber le pèlerinage d'Arbaïn, événement religieux majeur auquel ont pris part quelque 1,8 million d'Iraniens en 2018, selon des chiffres officiels. Des milliers de marcheurs iraniens ont déjà entamé ce grand pèlerinage annuel chiite vers le tombeau de l'imam Hussein à Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad, et devant culminer le 17 octobre avec les célébrations d'Arbaïn.



Musée d'art contemporain d'Oran (Mamo)

# Des peintres algériens et espagnols exposent leurs œuvres

■ Des artistes peintres algériens et autres venus d'Espagne exposent leurs œuvres depuis lundi au Musée d'art contemporain d'Oran (Mamo). C'est dans le cadre d'une exposition collective intitulée «Baleric musics» que 98 tableaux, photographies et sculptures en marbre et acier utilisant des techniques d'art pictural moderne sont exposés au public.



Par Adéla S.

Une exposition collective d'artistes plasticiens algériens et espagnols s'est ouverte lundi soir au Musée d'art contemporain d'Oran (Mamo).

Intitulé «Baleric musics», ce vernissage organisé par la Fondation culturelle espagnole

«Balearia» s'est déroulé en présence du président d'APC d'Oran, Noureddine Boukhatem, du consul général d'Espagne à Oran, Alvaro Vermoet, de la directrice de l'Institut espagnol «Cervantes» à Oran, Immaculada Jimenez, d'artistes plasticiens locaux et espagnols et d'amateurs d'art pictural.

Le président de la Fondation

culturelle espagnole «Balearia», Ricard Perez Ivars, a indiqué que cette manifestation entre dans le cadre du renforcement de la coopération culturelle avec les pays où active la compagnie de transport maritime espagnole «Balearia», à laquelle la fondation est rattachée.

Cette exposition a été organisée cette année dans plusieurs

ville espagnole. Oran est considérée comme la première destination de la fondation hors Espagne, a-t-il fait savoir, ajoutant que cette fondation culturelle organisera l'année prochaine en Espagne des expositions d'artistes plasticiens algériens «pour faire découvrir l'art pictural algérien et renforcer l'échange entre artistes des deux pays».

Cette manifestation culturelle, à laquelle contribue la compagnie de transport maritime «Balearia» d'Espagne qui prend en charge le transport des voyageurs entre Mostaganem et Valence, a enregistré la participation de 23 artistes plasticiens d'Espagne dont Zulema Bagur, Diana Bustamente et Juan Caravaca, aux côtés de deux artistes algériens, en l'occurrence Mahmoud Taleb d'Oran et Said Debladji de Mostaganem.

L'exposition comprend 98 tableaux, photographies et sculptures en marbre et acier utilisant des techniques d'art pictural moderne. Les œuvres représentent des dessins d'instru-

ments à cordes, de pneumatiques et de clés, ainsi que d'autres utilisés en Algérie et en Espagne.

Les artistes algériens Taleb Mahmoud et Said Debladji, qui participent avec neuf toiles de moyenne et grande taille, ont souligné que leurs œuvres appartiennent à l'école abstraite reflétant le patrimoine musical algérien (instruments, rythmes, traditions festives).

L'artiste peintre espagnole Zulema Bagur a souligné que cette exposition constitue une occasion pour les artistes espagnols de faire découvrir leurs œuvres abordant la musique et ses instruments.

A. S.

## Tizi-Ouzou

### Le rôle de Tajmaat dans la société kabyle souligné

Le rôle de Tajmaat (Assemblée du village) dans l'organisation de la société en Kabylie a été souligné lundi par des spécialistes, lors d'une table ronde organisée à la maison de la culture Mouloud-Mammeri dans le cadre du 4<sup>e</sup> Salon sur le patrimoine culturel immatériel.

L'historien Boukhlef Farid et l'anthropologue Takharoubt Slimane, tous les deux chercheurs au Centre de recherche en langue et culture amazighe de Bejaïa, ont rappelé le rôle important de cette organisation villageoise dans la gestion des affaires courantes du village et dans le règlement des conflits entre citoyens. Cette structure de base, au fonctionnement démocratique, pré-

sidée par «Lamine» et où siégeaient des «Tamene», qui sont des représentants de famille choisis pour leur sagesse, rigueur et respectabilité, avait des prérogatives qui permettaient de préserver la cohésion de la communauté villageoise, ont-ils rappelé.

«Durant la période coloniale, l'administration française a tout essayé pour briser ce système de Tajmaat qui a été à l'origine de l'organisation de révoltes contre l'armée coloniale. L'occupant est allé jusqu'à créer des structures parallèles, mais ces dernières n'ont pas pu fonctionner, leurs membres étant d'emblée discrédités par les villageois», a observé M. Boukhlef.

M. Takharoubt a constaté que «le système

de Tajmaat dans la gestion des villages était tellement efficace dans la gestion des affaires et le règlement des conflits qu'il n'y avait ni clôtures pour protéger les biens (champs, vergers...), ni justice, ni prison et ni corps de sécurité».

Ces deux chercheurs ont relevé que peu de travaux de recherche ont été effectués sur Tajmaat. Aujourd'hui, on ignore à quand remonte cette organisation. Les quelques travaux qui ont été faits sont l'œuvre de Français durant la période coloniale et principalement des militaires qui avaient un regard exotique sur la société, objet de leur étude.

D. R.

## Littérature

### Al Bayazin lance un concours littéraire

La maison d'édition Al Bayazin lance un concours littéraire dédié au meilleur manuscrit traitant du patrimoine, indique un communiqué de cet éditeur spécialisé dans la promotion du patrimoine.

Ouvert dans les deux langues

(arabe et français) aux auteurs débutants et confirmés, le concours offre l'opportunité au lauréat de se faire publier par cette maison d'édition.

Les candidats intéressés doivent déposer ou adresser un exemplaire de leurs manuscrits à

l'éditeur avant le 9 novembre 2019 ou le déposer au stand de l'éditeur au Salon international du livre d'Alger (Sila), prévu du 30 octobre au 9 novembre.

Les manuscrits ou extraits édités ou commercialisés sont exclus de ce concours qui ne

prend en considération que les projets achevés, accompagnés d'une présentation du manuscrit, précise le communiqué. Les lauréats du concours devront être connus à la fin décembre, ajoute-t-on.

M. K.

Prévu pour le 18 octobre à Annaba

### L'humoriste Nidhal Saadi s'invite en Algérie

Annaba ouvrira ses portes à l'humoriste Nidhal Saadi qui y donnera un spectacle le 18 octobre prochain. Ce sera une première pour le professionnel du stand-up francotunisien, notamment connu pour sa participation à la série «Ouled Moufida». C'est à l'hôtel Sheraton de la ville d'Annaba que

Nidhal Saadi rencontrera pour la première fois son public algérien. Connu des amateurs de stand-up, l'humoriste traite des thèmes classiques du genre, à savoir le choc des cultures et les liens étroits entre les pays du Maghreb. L'occasion de découvrir ou de voir en vrai une des étoiles montantes du stand-

up franco-maghrébin. Rappelons que l'artiste se produit actuellement dans plusieurs scènes et n'en est pas à sa première tournée. En effet, les publics canadien, marocain, tunisien, français, ivoirien et sénégalais, ont déjà rencontré Nidhal Saadi. Ses spectacles y ont connu un fervent succès.

R. C.

## AGEND'ART

**Opéra d'Alger Boualem-Bessaïh (Ouled Fayet, Alger)**

**Du 12 au 17 octobre :**

11<sup>e</sup> édition du Festival culturel international de musique symphonique.

**Galerie d'art Le Paon (Centre des arts de Riadh El-Feth, niveau 104, El-Madania, Alger)**

**Jusqu'au 20 octobre :**

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour.

**Musée national public d'art moderne et contemporain d'Alger (rue Larbi-Ben-M'hidi, Alger-Centre)**

**Jusqu'au 7 octobre :**

7<sup>e</sup> exposition internationale d'art contemporain, Performance et Fashion Design, sous le thème «Al-Tiba9» (Oxymore), avec la participation de l'Italie, l'Espagne, la Belgique, la Russie et des Etats-Unis, notamment.

**Musée d'art moderne d'Oran Du 7 octobre au 7 novembre :**

Exposition collective «Balearics», avec la participation de 25 artistes méditerranéens, organisée par la Fondation Balearia en partenariat avec l'Institut Cervantès (Espagne).

**Galerie d'arts Ifru Design (Télémy, Alger)**

**Jusqu'au 9 octobre :**

Exposition «Mouqeltth» (Regard), par la photographe Chafia Loudjici et l'aquarelliste Narimène Mezghiche.

**Dar Abdelatif (El-Hamma, Alger)**

**Jusqu'au 10 octobre :**

Exposition «Inversion» du peintre Amine Aïtouche, alias Sneak.

**Du 12 au 24 octobre :**

Exposition collective des œuvres de Nadia Spahis, Arezki Larbi, Noureddine Benhamed, Khadija Seddiki, Liess Vergès et Tarik Mesli.



MC Oran

## La direction contre-attaque dans l'affaire Cavalli

LA DIRECTION du MC Oran a affirmé, hier, être en possession de tous les documents prouvant que son club pensionnaire de la Ligue 1 de football a honoré tous ses engagements envers son ex-entraîneur français, Jean-Michel Cavalli. Cette réaction fait suite à la plainte déposée par l'ancien sélectionneur national au niveau de la Chambre nationale de résolution des litiges (CNRL) pour réclamer deux salaires impayés, selon ses dires. Mais la nouvelle direction du MCO, que dirige Si Tahar Cherif El Ouezzani, vient de recevoir de la part de l'ex-président du club, Ahmed Belhadj dit «Baba», tous les documents attestant que le technicien français avait bel et bien été payé au dernier centime avant la résiliation de son contrat avec les «Hamraoua», a indiqué le manager général de la formation phare de la capitale de l'Ouest,

Zoubir Ouasti. Cavalli avait effectué un deuxième passage aux commandes techniques du MCO en début de la seconde manche de l'exercice passé. Ahmed Belhadj lui avait fait appel pour sauver son équipe de la relégation, avant qu'il ne soit contraint de se séparer de ses services à quelques jours de la fin du championnat après avoir constaté que les résultats ne se sont pas améliorés. Il a été remplacé par Nadir Leknaoui qui a réussi à maintenir les Oranais parmi l'élite, rappelle-t-on. La CNRL devra trancher prochainement sur la plainte de Cavalli, sachant au passage que le MCO a failli ne pas bénéficier des services de ses nouvelles recrues cette saison à cause de plaintes semblables déposées par d'anciens joueurs et entraîneurs et qui ont été finalement rétablis dans leurs droits.

## Tournoi UNAF (U20 filles/3<sup>e</sup> et dernière journée) L'EN perd face au Burkina Faso

LA SÉLECTION féminine algérienne des moins de 20 ans a terminé à la 3<sup>e</sup> place du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF), en s'inclinant face à son homologue burkinabé sur le score de 2 à 1, lundi à Tanger (Maroc), en match comptant pour la troisième et dernière journée du tournoi. C'est la 2<sup>e</sup> défaite des Algériennes dans le tournoi, après celle concédée face au Maroc (3-1), contre une

victoire devant la Tunisie (8-0). Le tournoi a été remporté par le Maroc après sa victoire, lundi, face à la Tunisie (2-0). Les Marocaines ont réussi un sans faute en remportant leurs trois matchs. La deuxième place est revenue au Burkina Faso avec deux victoires alors que la Tunisie ferme la marche en concédant trois défaites en autant de rencontres.

CAN-2020 de handball

## La sélection se préparera en France

L'ENTRAÎNEUR de la sélection algérienne masculine de handball, le Français Alain Portes, a convoqué 19 joueurs pour un stage de préparation du 20 au 27 octobre à Nîmes (France), en vue de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2020), prévue en janvier en Tunisie. Ce quatrième stage conduit par le nouveau staff technique national, composé également de l'ex-international algérien Tahar Labane en tant qu'entraîneur-adjoint, verra la participation de sept joueurs professionnels évoluant en Europe. Il s'agit, entre autres, d'Hichem Kaâbache (USAM Nîmes - France), Abdelkader Rahim (US Dunkerque - France) et du champion d'Europe 2019 Khalifa Ghedbane (Vardar Skopje - Macédoine). Pour les joueurs locaux, la JSE Skikda sera le club le plus représenté avec quatre joueurs, suivie du GS Pétroliers et du CR Bordj Bou Arréridj avec trois joueurs

chacun. Outre la liste des joueurs retenus, la Fédération algérienne de la discipline (FAHB) a également dévoilé le programme de préparation du «Sept» national avant la CAN-2020. Après le stage à Nîmes, les joueurs locaux effectueront trois regroupements durant le mois de décembre, avant d'enchaîner deux stages à l'étranger en vue du rendez-vous continental qui sera qualificatif au Mondial-2021 (quatre premiers au classement) et aux JO-2020 (qualification directe pour le vainqueur et participation au tournoi pré-olympique pour le vice-champion). Alain Portes s'est engagé pour deux ans avec la sélection algérienne messieurs de handball avec l'objectif de qualifier le «Sept» national au Mondial-2021. Son contrat prendra fin en juillet 2021, après les Jeux méditerranéens qu'accueillera la ville d'Oran.

### Liste des joueurs retenus :

**GS Pétroliers :** Riad Chahbour, Messaoud Berkous, Abderrahim Berriah.  
**CR Bordj Bou Arréridj :** Achraf Hamzaoui (gardien de but), Mohamed Fdila, Okba Ensaad.  
**JSE Skikda :** Adel Boustal (gardien de but), Redouane Saker, Ali Boulahsa, Zohair Naïm.  
**CRB Baraki :** Abdeldjalil Zennadi.  
**USAM Nîmes (France) :** Hichem Kaâbache.  
**US Dunkerque (France) :** Abdelkader Rahim.  
**Istres OPBH (France) :** Hichem Daoud.  
**Fenix Toulouse (France) :** Abdi Ayoub.  
**Vardar Skopje (Macédoine) :** Khalifa Ghedbane (gardien de but).  
**Besiktas Aygaz (Turquie) :** Mustapha Hadj-Sadok.  
**BESA Fmgas (Kosovo) :** Mokhtar Kouri.

A 24 h du match face à la RDC

# Le FAF se projette sur la Colombie

■ Alors que la sélection nationale prépare le match face à la RDC qui se joue demain au stade Tchaker de Blida, les responsables de la FAF se portent déjà sur le match face à la Colombie qui aura lieu le 15 octobre prochain face à la Colombie.



Par Mahfoud M.

Les Verts se préparent sérieusement

Alors que la sélection nationale se prépare à affronter la République démocratique du Congo (RDC) demain au stade Tchaker de Blida, les responsables de la Fédération algérienne de football (FAF) se portent déjà sur le match face à la Colombie qui aura lieu le 15 octobre prochain. Le départ vers Lille où se déroulera la rencontre amicale face à la sélection sud-américaine est prévu pour le 13 octobre prochain, soit à deux jours du match. Toutefois, l'horaire du départ n'a pas encore été arrêté et la sélection nationale ne sait pas si elle effectuera sa séance ici à Alger avant le départ, ou elle à son arrivée en France. L'essentiel est que tout est ficelé, même si les dirigeants de la fédération ont tout arrêté pour ce qui est de la prise en charge et de l'hôtel où élira domicile la sélection. Le

sélectionneur national, Djamel Belmadi, a prévu de donner une conférence de presse, réservée à la presse internationale et algérienne, la veille du match, soit lundi sur place à Lille et il devrait être accompagné du capitaine d'équipe qui ne sera autre que l'attaquant de Manchester City, Riad Mahrez. Pour revenir au match de ce jeudi face à la RDC, il faut savoir que le stage se déroule dans d'excellentes conditions, sachant que le sélectionneur national a débuté le travail avec le groupe il y a déjà deux jours et tout le monde se donne à fond pour être au rendez-vous pour le match de demain. Le

coach de l'EN n'a pas pris encore de décision pour ce qui est du groupe sur lequel il devrait compter pour ce match, mais une chose est sûre, des joueurs remplaçants seront alignés alors que les titulaires seront laissés pour le match de la Colombie mardi prochain à Lille. Des joueurs comme Ferhat, Oukidja, Farès, Benrahma, Abid, feront leur apparition lors de cette rencontre et devront se donner à fond pour montrer qu'ils peuvent également donner ce plus et être à la disposition du sélectionneur national pour les prochains matchs officiels. **M. M.**

CA Bordj Bou Arréridj

## Dumas défend Chaouchi

L'entraîneur français du CA Bordj Bou Arréridj (Ligue 1 Mobilis), Franck Dumas, a défendu son gardien Faouzi Chaouchi après le revers subi à domicile ce samedi face à la JS Saoura (1-2). «Nous avons prévu au départ d'aligner le gardien international des U23, Zakaria Bouhalla, or ce dernier a contracté une blessure à l'épaule au cours de l'échauffement pour le match, ce qui nous a poussé à aligner le gardien remplaçant, Faouzi Chaouchi, qui n'a pas bien entamé la rencontre en raison de son échauffement tardif», a expliqué le technicien français, assurant que «Chaouchi n'est pas responsable de la défaite». Et d'ajouter : «Il n'y a pas de problème dans les vestiaires et j'assume la responsabilité d'avoir fait entrer Chaouchi, quant au gardien Zakaria Bouhalla je comprends sa réaction car sa blessure l'avait privé de faire valoir son talent devant nos supporters». Evoquant les détails du match face à la JS Saoura à domicile, Franck Dumas a estimé que son équipe a joué «son meilleur

match depuis le début du championnat». «Nous avons dominé la rencontre et créé plusieurs occasions, mais l'efficacité face aux buts n'était pas présente. Il faut qu'on apprenne à ne pas perdre quand on n'arrive pas à gagner», a exprimé le coach du CABBA, estimant qu'il est «impératif d'oublier cette défaite, de rester sur la même lancée et de travailler pour le reste du championnat». De son côté, l'entraîneur de la JS Saoura, Liamine Boughrara, a affirmé qu'il avait «bien analysé la

méthode de jeu de l'équipe adverse et a su la surprendre à la fin du match», affirmant que «cette victoire permettra à son équipe de travailler plus confortablement». Pour rappel, la CABBA occupe la cinquième place au classement du championnat avec neuf points et un match retard contre le Mouloudia d'Alger, tandis que la JS Saoura a grimpé à la 11<sup>e</sup> place du classement après cette victoire avec sept points au compteur.

Championnat d'Afrique 2019 de voile

## Le sélectionneur Djoulah reste confiant

L'ENTRAÎNEUR de la sélection algérienne de voile (Laser), Hakim Djoulah, a assuré lundi que les véliplanchistes de l'équipe nationale sont prêts pour le Championnat d'Afrique de voile qualificatif aux Jeux olympiques 2020 à Tokyo (Japon), dont les épreuves ont débuté hier à l'Ecole nationale des sports aquatiques et subaquatiques à Alger-plate. «Nos athlètes sont prêts pour ce rendez-vous conti-

mental important et qualificatif aux JO-2020. Ils sont motivés à réaliser de belles performances à la veille du début de la compétition», a déclaré Djoulah, en marge de l'opération de vérification et test du matériel des athlètes. «Nous avons effectué la dernière séance d'entraînement ce lundi, qui nous permis d'apporter les dernières retouches avant le début des épreuves», a-t-il ajouté.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

## Démantèlement d'une bande de contrebandiers de corail

UN RÉSEAU de trafic de corail a été démantelé au courant de la semaine écoulée à Tizi Ouzou, indique un communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya rendu public hier. «Suite à l'exploitation de renseignements faisant état d'un trafic de corail, les Forces de police de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou ont entrepris des recherches qui ont permis l'identification puis le démantèlement d'une bande organisée, composée de 3 individus, spécialisés dans la contrebande de corail, et dont l'un des membres est origi-

naire d'une wilaya frontalière», précise la même source. «Lors de cette opération, les mêmes services ont procédé à la saisie d'une quantité de plus de 59 kg de corail, ainsi que deux véhicules touristiques utilisés pour le transport de cette matière», toujours selon le communiqué de la cellule de communication de la sûreté de wilaya de Tizi Ouzou. Présentés au parquet de Tizirt avant-hier, deux ont été mis en détention préventive et le troisième placé sous contrôle judiciaire Hamid M.

Khenchela

## Deux terroristes capturés

DEUX terroristes ont été capturés par un détachement de l'ANP, lundi, lors d'une opération de reconnaissance menée dans la commune de Babar, wilaya de Khenchela, qui a permis également l'arrestation de deux éléments de soutien aux terroristes, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste et lors d'une opération de reconnaissance menée dans la localité de Boudjelbani, commune de Babar, wilaya de Khenchela, un détachement de l'ANP a capturé, le 7 octobre 2019, deux terroristes : "D. Abdelmalek" et "B. El-Hadi". Cette opération, toujours en cours, s'est soldée également par l'arrestation de deux éléments de soutien et la saisie de produits et d'outils servant dans la confection des bombes artisanales, ainsi qu'une grande quantité de denrées alimentaires et divers objets», précise le com-

munié. Dans le même cadre, «grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement combiné de l'ANP a saisi, lors d'une patrouille de fouille et de recherche menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset, un véhicule tout-terrain, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions s'élevant à 348 balles de différents calibres, ainsi que deux chargeurs et une chaîne de munitions», note la même source. D'autre part, un détachement de l'ANP «a découvert et détruit, lors de l'opération de fouille et de ratissage, toujours en cours, dans la zone de Koudiet El-Hebalat, commune de Oued Zehour, wilaya de Skikda (5<sup>e</sup> Région militaire), une casemate pour terroristes contenant des produits et des outils entrant dans la fabrication des explosifs, ainsi que d'autres objets».

Slim O.

Tizi Ouzou

## Deux cas de piqûre de moustique tigre signalés à Azeffoune

LES SERVICES sanitaires de la wilaya de Tizi Ouzou ont enregistré, avant-hier soir, deux cas de piqûre de moustique tigre au niveau de ville maritime d'Azeffoune (71 km au nord-est de Tizi Ouzou).

Les deux personnes piquées se sont présentées à l'hôpital de la localité où leur ont été prodigués les soins nécessaires.

A rappeler que le moustique tigre ne constitue pas un danger pour la santé publique. A ce propos, le directeur de la prévention au ministère de la Santé et de la Population, D' Djamel Fourar, avait affirmé samedi dernier que «le moustique tigre, qui a envahi, au

cours des dernières semaines, certaines wilayas côtières, ne constituait pas un danger pour la santé publique, si ce n'est quelques désagréments se manifestant par des démangeaisons et apparition de cloques et des allergies cutanées».

«Les piqûres de moustique tigre n'ont entraîné, jusqu'à présent, aucun symptôme de virus dangereux enregistrés, en particulier dans les régions d'Asie du Sud-Est, tels que la chikungunya et la dengue», a tenu à rassurer D' Fourar.

Hamid M.

## Flambée des prix des fruits, des légumes



Loumis

Djalou@hotmail.com

Le sélectionneur national Belmadi au sujet du civisme des supporters :

## «Etre à l'image de ce qui se passe les vendredis au pays»

■ Le sélectionneur national a affirmé hier, lors de la conférence de presse qu'il a tenue au Centre des équipes nationales de Sidi Moussa, que l'équipe de la RD Congo a une attaque prolifique et qu'il devra donc faire très attention.

Par Mahfoud M.

«L a RD Congo a changé d'entraîneur avec le départ d'Ibenge. L'effectif a aussi joué avec le retour de Mbokani, ils ont un attaquant prolifique, ils sont très techniques. Le plus important c'est nous-mêmes, j'attends beaucoup de nos joueurs», a indiqué le coach des Verts qui expliquera le choix de cette sélection par le fait qu'elle a des similitudes avec la Zambie. Il reviendra ensuite sur le stage de septembre, déclarant : «C'était un peu notre faute d'avoir raté la date de septembre mais ce n'est pas que ça». Interpellé sur son refus de prendre la sélection des locaux, Belmadi avouera que cela n'a pas été convenu avec la FAF et que s'il avait entraîné les joueurs locaux il y a quelque temps, c'était juste pour repérer des éléments qu'il aurait pu intégrer en sélection première. Commentant la désignation de Brahim Belyacine comme coordinateur entre l'EN et la FAF, un poste qui se rapproche de celui de manager général, le coach national relèvera que ce dernier devrait mettre ses compétences dans le management, même s'il dira que le poste de manager n'est pas du tout le même de ce que les gens peuvent penser.

Le coach des Verts parlera ensuite du match face à la Colombie qui se jouera le 15 octobre prochain, avançant que cela fait plaisir que Queroz (le sélectionneur de la Colombie) ait pensé à affronter son équipe, lui qui recherchait la meilleure équi-



pe africaine pour l'affronter en amical. «C'est aussi une fierté qu'on soit respectés. On ne va pas être juste un sparring-partner», a-t-il indiqué, tout en ajoutant que cela fait plaisir de jouer à Lille qui a été la seule ville en France à accepter la venue de l'EN, alors que les autres ont refusé. «Je n'ai aucune appréhension, même si j'ai en tête ce qui s'est passé au stade de France en 2001. Je suis surtout heureux de retrouver le public après notre sacre, être fier de quelque chose qui se passe en Algérie, au moins dans le sport», a-t-il affirmé.

«J'ai juste envie d'envoyer comme message que les supporters profitent, ils auront une équipe qui va les rendre fiers, qui va jouer à fond et que de leur côté tout se passe bien, sans le moindre incident, un peu à l'image de ce qui se passe les vendredis au pays», a relevé le conférencier, ajoutant qu'il aime-

rait bien savoir où se situe son équipe après le sacre africain et de quoi elle est capable face à une équipe de niveau mondial. Pour ce qui est des joueurs qu'il a sélectionnés pour ce stage et ces deux matchs, il dira que cela s'est fait en référence à leurs performances en club et donnera comme exemple Islam Slimani qui est revenu en force avec l'AS Monaco grâce à son travail et au coach portugais qui le connaissait et qui a fait appel à lui. Concernant les noms qui reviennent à chaque fois pour renforcer la sélection, il réitérera ce qu'il a dit maintes fois, à savoir que la porte était ouverte pour tout le monde, même s'il appelle à être logique pour certains joueurs qui se rapprochent plus de la sélection française et qu'il sera difficile de ramener, à l'image de Aouar.

M. M.